



PALAIS DE LA PORTE DORÉE

Convention n°2025-361

Octroi d'une autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public de l'Établissement public du Palais de la Porte Dorée pour l'installation, l'exploitation et l'entretien d'une cabine photographique sur la terrasse extérieure à destination des visiteurs.

Entre :

L'Établissement public du Palais de la Porte Dorée – Musée national de l'histoire de l'immigration – Aquarium tropical,

Établissement public à caractère administratif immatriculé sous le n° SIRET : 130 002 728 00017 – Code APE : 9103Z,

Dont le siège social est situé au 293, avenue de Daumesnil, 75012 Paris,

Représenté par Madame Constance RIVIÈRE, en sa qualité de Directrice générale,

Ci-après dénommé « l'Établissement »,

D'une part,

Et : ⁽¹⁾

Dénomination sociale :

(Enseigne commerciale, si elle existe) :

Nature juridique :

Immatriculée au RCS de :

Sous le N° SIRET

Code APE :

Dont le siège social est situé :

Représentée par Madame/Monsieur :

En qualité de :

Ci-après dénommé(e) « le bénéficiaire »,

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit entre les parties

⁽¹⁾ Coordonnées à compléter de façon exhaustive par le bénéficiaire.

SOMMAIRE :

ARTICLE 1 : OBJET

ARTICLE 2 : RESPONSABLES DU SUIVI DE LA CONVENTION

ARTICLE 3 : SERVICES PROPOSÉS PAR LE BÉNÉFICIAIRE

ARTICLE 4 : ESPACES MIS À DISPOSITION PAR L'ÉTABLISSEMENT ET ACTIVITÉS AUTORISÉES

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

ARTICLE 6 : CONDITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 7 : DURÉE DE LA CONVENTION

ARTICLE 8 : ÉTAT DES LIEUX

ARTICLE 9 : PÉNALITÉS

ARTICLE 10 : ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS

ARTICLE 11 : SÉCURITÉ

ARTICLE 12 : RESPECT DU RÈGLEMENT - INTERDICTIONS - LIVRAISONS

ARTICLE 13 : NETTOYAGE

ARTICLE 14 : RÉSILIATION

ARTICLE 15 : LITIGES – ATTRIBUTIONS DE COMPÉTENCE

ARTICLE 16 : ANNEXES

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet d'accorder au bénéficiaire une autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public de l'Établissement public du Palais de la Porte Dorée (ci-après désigné « l'Établissement ») en vue de permettre l'installation, l'exploitation et l'entretien par le bénéficiaire d'une cabine photographique à l'usage des visiteurs, sur le parvis extérieur de l'Établissement, où est implantée la terrasse Poisson Lune gérée par le concessionnaire Petite Lune.

La présente autorisation revêt un caractère d'*intuitu personae* et est consentie au bénéficiaire à titre exclusif.

Elle est consentie sous le régime des occupations temporaires du domaine public. Elle n'est pas constitutive de droits réels au sens de l'article L. 2122-6 du code général de propriété des personnes publiques (CG3P).

ARTICLE 2 : RESPONSABLES DU SUIVI DE LA CONVENTION

2.1 – Pour l'Établissement

La responsabilité technique du suivi d'exécution de la présente convention est assurée par la Direction du Développement économique, institutionnel et international, représentée par Madame Elisa NICOLAS, en sa qualité de chargée des activités commerciales (01 44 74 84 96 – elisa.nicolas@palais-portedoree.fr).

2.2 – Pour le bénéficiaire

2.2.1 – Désignation

Dans les dix (10) jours calendaires suivant la signature de la présente convention, le bénéficiaire s'engage à désigner une personne physique (responsable technique) chargée de le représenter auprès de l'Établissement pour la gestion de l'installation et de l'exploitation de la cabine photographique.

Le responsable technique sera le seul interlocuteur de l'Établissement pour ce qui concerne l'exercice de cette activité. Il devra rendre compte immédiatement au représentant de l'Établissement visé à l'article 2.1 ci-dessus, oralement ou non, de tout incident.

Ce responsable technique demeurera sous l'autorité hiérarchique du bénéficiaire en sa qualité d'employeur. En outre, ce responsable technique assurera la coordination, la gestion et l'organisation de l'activité, ainsi que le contrôle de la qualité des produits et services proposés à la vente.

Enfin, le représentant du bénéficiaire sera tenu de notifier sans délai à l'Établissement les modifications pouvant survenir au cours de la durée de la présente convention, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le bénéficiaire,
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- À sa raison sociale ou à sa dénomination,
- À son adresse ou à son siège social,
- À ses coordonnées bancaires qui seraient modifiées,
- Et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de son entreprise pouvant influencer sur le déroulement de la présente convention.

2.2.2 – Remplacement

En cas d'absence de son représentant, le bénéficiaire désignera dans un délai maximum de vingt-quatre (24) heures, par écrit, une autre personne pour le remplacer, de qualification identique.

L'Établissement se réserve la possibilité de ne pas accepter le remplaçant proposé, dans un délai maximum de quinze (15) jours calendaires après sa désignation. Dans ce cas, le bénéficiaire s'engage à proposer un autre remplaçant, dans les mêmes conditions que celles visées ci-dessus.

ARTICLE 3 : SERVICES PROPOSÉS PAR LE BÉNÉFICIAIRE

3.1 – Offre de produits

Le bénéficiaire installera une cabine photographique dans l'espace de l'Établissement lui étant mis à disposition en vertu de la présente convention et procèdera à son entretien et approvisionnement réguliers.

Le bénéficiaire proposera obligatoirement, via cette cabine, les possibilités suivantes :

- Impression de photos de manière instantanée
- Possibilité pour l'usager d'expédier les photos de manière dématérialisée

Les activités de ventes de photographies par le bénéficiaire dans ce cadre devront être largement accessibles financièrement pour les usagers consommateurs.

Le bénéficiaire aura remis à l'Établissement, préalablement à la signature de la présente convention, son offre commerciale, qu'il s'engage à respecter et qui sera acceptée par l'Établissement et annexée à la présente convention (annexe 1) ⁽²⁾.

Si l'offre commerciale du bénéficiaire est amenée à évoluer en cours d'exécution de la présente convention, la nouvelle offre devra impérativement être présentée par écrit par le bénéficiaire à l'Établissement et soumise à l'accord préalable et écrit de l'Établissement avant sa mise en œuvre.

3.2 – Conditions d'exploitation

La cabine installée par le bénéficiaire devra être accessible tous les jours de la semaine, y compris les samedis, dimanches et jours fériés, en fonction des horaires d'ouverture administrative de l'Établissement.

Les approvisionnements de papier à impression et la maintenance de la cabine devront être réalisés par les agents du bénéficiaire avec une périodicité régulière définie d'un commun accord entre le bénéficiaire et l'Établissement

En cas de dysfonctionnement de la cabine et/ou de rupture de stock du papier d'impression, signalé au bénéficiaire par l'Établissement par courriel (adresse électronique de contact : [REDACTED]) ⁽³⁾ des interventions correctives visant la réparation de la cabine et/ou son approvisionnement en papier, devront être réalisées par le bénéficiaire au plus tard dans les vingt-quatre (24) heures suivant le signalement réalisé par l'Établissement, y compris le week-end et les jours fériés.

Un système automatisé de détection à distance des pannes et des ruptures de stock pourra également être proposé par le bénéficiaire.

Tout matériel défectueux du bénéficiaire devra être remplacé par le bénéficiaire au plus tard dans les quarante-huit (48) heures suivant une intervention corrective effective, restée infructueuse.

En cas de non-respect par le bénéficiaire du délai de vingt-quatre (24) heures pour une intervention corrective et/ou du délai de quarante-huit (48) heures pour remplacement de matériel défectueux, le bénéficiaire s'exposera à l'application par l'Établissement, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité financière forfaitaire d'un montant de cinquante euros (50 €)

⁽²⁾ Document à fournir par le bénéficiaire au titre de son offre commerciale (mémoire technique).

⁽³⁾ Adresse de courrier électronique à compléter par le bénéficiaire.

par jour de retard constaté, sauf si le bénéficiaire peut se prévaloir d'un cas de force majeure empêchant son intervention, tel que défini par la loi et la jurisprudence françaises.

ARTICLE 4 : ESPACES MIS À DISPOSITION PAR L'ÉTABLISSEMENT ET ACTIVITÉS AUTORISÉES

4.1 – Espaces mis à disposition par l'Établissement

L'Établissement mettra à la disposition du bénéficiaire un espace d'environ deux mètres carrés (2 m²), situé sur la terrasse éphémère du Poisson Lune, sur le parvis est. (Cf. Plan de l'espace mis à disposition figurant en annexe 4 des présentes), en vue de l'installation et de l'exploitation par ce dernier d'une cabine photographique.

L'espace visé ci-dessus est susceptible d'évolutions à la seule initiative de l'Établissement mais sans que le métrage d'occupation ne varie (celui-ci étant garanti au bénéficiaire pour l'installation de ses appareils sur le site géographique de l'Établissement pendant la durée de la présente convention).

L'Établissement pourra toutefois être attentif aux propositions alternatives de placement sur la terrasse pouvant être suggérées par le bénéficiaire.

Ces propositions pourront être retenues par l'Établissement, sous réserve d'une absence d'opposition de la part de Petite Lune, concessionnaire de la terrasse éphémère.

Si la localisation des espaces devait évoluer, le bénéficiaire ne pourrait prétendre à aucun surcoût de quelque nature que ce soit se rapportant à la nouvelle implantation de la cabine photographique ni à aucune indemnité compensatoire.

Le cas échéant, un avenant à la présente convention sera rédigé entre les parties afin de formaliser les nouveaux espaces mis à disposition par l'Établissement.

L'Établissement mettra également à disposition du bénéficiaire sans contrepartie financière un raccordement aux branchements électriques nécessaires à l'exploitation de la cabine photographique.

Le bénéficiaire est informé et accepte qu'il ne dispose pas d'espaces de stockage de matériels dans les locaux de l'Établissement.

4.2 – Activités exercées par le bénéficiaire et tarifications

L'espace précité sera mis à disposition du bénéficiaire par l'Établissement exclusivement en vue de l'installation et de l'exploitation d'une cabine photographique.

Les tarifications photographiques soumises à la vente comprendront toutes les taxes et autres coûts, et seront à prix unitaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter la grille tarifaire qu'il aura présentée à l'Établissement dans son offre commerciale (mémoire technique) et que ce dernier aura acceptée et qui sera annexée à la présente convention.

Tout changement de la tarification des produits devra être soumis à l'approbation préalable et écrite de l'Établissement, qui se réserve le droit de le refuser sans indemnités éventuelles en faveur du bénéficiaire. En cas de validation du changement de la tarification des produits, la nouvelle tarification fera l'objet d'un avenant à la présente convention. La nouvelle tarification sera effective à l'issue de la signature de l'avenant par les deux parties.

Le mode de paiement proposé aux usagers devra être uniquement réalisé par carte bancaire. En revanche, l'Établissement devra pouvoir disposer d'un système permettant l'édition de photographies et se substituant au mode de règlement classique (badge, clé, QR Code ou tout autre dispositif) à utiliser en cas de réclamation des usagers.

En cas de dysfonctionnement de la cabine, le titulaire s'engage à remplacer ou rembourser les produits payés et non délivrés aux usagers en faisant la demande écrite.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à installer une cabine adaptée à l'extérieur et à tout type de condition météorologique. De plus il s'engage à tenir l'espace mis à sa disposition par l'Établissement en bon état de propreté et d'entretien et s'engage à le rendre tel quel à l'issue de la durée de la convention.

Le bénéficiaire s'engage à utiliser l'espace mis à sa disposition pour son propre compte. Il ne pourra en aucun cas sous-louer ledit espace, ni accorder des autorisations d'exploitation de cet espace au profit de tiers.

Le bénéficiaire s'engage à prévoir l'installation de la cabine en fonction du planning d'exploitation de la terrasse par le concessionnaire Petite Lune que lui aura transmis l'Établissement, afin de réaliser cette installation sur les périodes de fermeture du concessionnaire afin de ne pas déranger son exploitation. De plus, le bénéficiaire s'engage à effectuer des tests de fonctionnement pour s'assurer de la bonne marche de la cabine photographique pour une exploitation effective au 7 juillet 2025. En cas de retard dans la mise en fonctionnement de la cabine photographique, l'Établissement se réserve le droit d'appliquer au bénéficiaire une pénalité financière de retard d'un montant forfaitaire de cent euros (100 €) par jour calendaire de retard constaté, sans mise en demeure préalable.

Le bénéficiaire s'engage à assurer un suivi hebdomadaire de l'état de la cabine et des consommables, et de réaliser des maintenances lorsque nécessaire, pendant toute la durée de la période d'exploitation au sein de l'établissement (rupture de stock sur le papier, panne mécanique etc.). Le bénéficiaire est en mesure d'assurer une permanence téléphonique en cas de problème de tout ordre.

Le bénéficiaire s'engage à fournir à l'Établissement, par l'intermédiaire de l'interlocuteur en charge du suivi de la convention désigné à l'article 2.1 des présentes, un ou plusieurs dispositif (badge, clé, QR code ou tout autre dispositif) permettant de se substituer au mode de règlement classique et d'édition des tirages gratuits si nécessaire en cas de réclamation.

Le bénéficiaire s'engage à personnaliser ses tirages papiers ainsi que les formats dématérialisés avec les logotypes du Palais de la Porte Dorée (titre ou logo) selon les modalités définies dans son offre commerciale, en annexe 1.

Le bénéficiaire s'engage à intégrer une case d'opt-in (consentement explicite de l'utilisateur conforme à la réglementation en vigueur) dans ses échanges avec les usagers de la cabine, afin d'autoriser, le cas échéant, l'envoi de communications de l'Établissement par e-mail. Par ailleurs, le bénéficiaire s'engage à prévoir des espaces personnalisables dans les communications par courriel adressées à ces usagers.

Le bénéficiaire veillera à ce que ces opérations ne perturbent pas le bon fonctionnement des activités de l'Établissement et notamment les conditions de visite du public.

Le bénéficiaire s'engage enfin à ce que la cabine soit accessible et utilisable par des personnes à mobilité réduite, notamment pour celles qui circulent en fauteuil roulant.

ARTICLE 6 : CONDITIONS FINANCIÈRES

6.1 – Redevance d'exploitation

Le bénéficiaire percevra directement auprès des usagers le prix de vente des photographies qu'il vendra au travers de la cabine.

Il exploitera à ses risques et périls l'appareil installé dans l'espace mis à disposition par l'Établissement. Il assurera seul tous les investissements de structure et matériels pour équiper la cabine, ainsi que sa maintenance et son entretien régulier.

En contrepartie de la présente autorisation d'occupation temporaire des espaces de l'Établissement et de l'exploitation de la cabine y étant installés, le bénéficiaire s'engage à verser l'Établissement une redevance composée d'une part fixe et d'une part variable, comme indiqué ci-dessous.

6.1.1 – Redevance fixe (minimum garanti)

Le bénéficiaire versera à l'Établissement, pendant toute la durée de la convention, une redevance fixe annuelle d'un montant forfaitaire, ferme et définitif de cent euros (100€).

6.1.2 – Redevance variable

En complément de la redevance fixe, le bénéficiaire versera à l'Établissement une redevance variable proportionnelle au chiffre d'affaires hors taxes (CA HT) réalisé par le bénéficiaire au titre de l'exploitation de l'appareil installé dans l'espace mis à disposition par l'Établissement.

Cette redevance variable correspondra au taux suivant : pour cent (en chiffres : %) du chiffre d'affaires annuel hors taxe du bénéficiaire ⁽⁴⁾.

6.2 – Suivi des comptes d'exploitation – Documents financiers

À la fin de la période d'exploitation de la présente convention dans un délai de dix (10) jours ouvrés, le bénéficiaire s'engage à fournir à l'Établissement dans un délai d'un (1) mois après la fin de l'exploitation un bilan du compte d'exploitation relatif aux activités de vente de la cabine réalisées au sein de l'Établissement.

Ce compte d'exploitation devra préciser notamment le total des recettes encaissées, le chiffre d'affaires hors taxe et les marges brutes, par appareil exploité.

En cas de non-transmission à l'issue du délai susmentionné de ce bilan d'exploitation, le bénéficiaire s'exposera à l'application de pénalités financières à verser à l'Établissement.

Ces pénalités s'élèveront à un montant forfaitaire de cinquante euros (50 €) par jour de retard dans la transmission du bilan d'exploitation complet. Elles seront facturées par l'Établissement au bénéficiaire et devront lui être réglées selon les modalités définies à l'article 6.3 ci-dessous.

6.3 – Règlement des redevances

6.3.1 – Règlement des redevances

Le règlement de la somme correspondant à la redevance fixe devra être versée au début de l'exploitation dans les quinze (15) jours ouvrés suivant la signature du contrat et la redevance variable devra être effectué par le bénéficiaire en faveur de l'Établissement dans les deux (2) mois suivants la fin de la présente convention.

6.3.2 – Modalités de règlement

Les sommes dues seront réglées par le bénéficiaire à l'Établissement, par virement bancaire ou postal au crédit du compte bancaire ouvert au nom de l'agent comptable de l'Établissement, dont les coordonnées sont les suivantes :

IBAN : 1007 1750 0000 0010 0501 861

⁽⁴⁾ Pourcentage en lettres et en chiffres à compléter par le bénéficiaire.

BIC : TRPUFRP1

Le comptable assignataire de l'exécution des recettes et des dépenses de l'Établissement est l'agent comptable de l'Établissement.

En cas de retard de paiement, l'Établissement se réserve le droit d'appliquer au bénéficiaire une pénalité financière de retard d'un montant forfaitaire de cent euros (100 €) par jour calendaire de retard constaté, sans mise en demeure préalable.

6.4 – Dispositions fiscales

Tous les impôts et taxes liés à l'aménagement et l'exploitation des espaces objet de la présente AOT, notamment la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), sont à la charge exclusive du bénéficiaire, qui s'acquitte directement de leur déclaration et de leur paiement, sans intervention de l'Établissement.

ARTICLE 7 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de la date de sa signature par les deux parties et au plus tard le 30 juin 2025.

Le commencement effectif d'exploitation par le bénéficiaire de la cabine photographique dans les espaces de l'Établissement devra intervenir au plus tard le **7 juillet 2025**. Les modalités préalables d'installation de la cabine et tous autres matériels, nécessaires à l'exploitation des activités du bénéficiaire, seront arrêtées entre les parties, en tenant compte des dispositions visées au dernier alinéa du présent article 7.

L'exploitation est prévue jusqu'au 30 septembre 2025, date de la fermeture de la terrasse éphémère du concessionnaire Poisson Lune.

La convention s'achèvera à l'issue du démontage complet des installations réalisées par le bénéficiaire sur l'espace de l'Établissement mis à sa disposition et de la remise en état de cet espace et, en tout état de cause, à l'issue de l'accomplissement par chacune des parties de l'ensemble des obligations mises à sa charge dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 8 : ÉTAT DES LIEUX

Un état des lieux d'entrée et de sortie sera établi et signé contradictoirement entre les parties au moment de la prise de possession et de la restitution de l'espace de l'Établissement.

Cet état des lieux sera annexé à la présente convention (annexe 3) et pourra servir le cas échéant de pièce justificative en cas de constat de dégradation des espaces et de frais occasionnés par l'Établissement pour la réparation et/ou la remise en état de l'un quelconque des espaces concernés par la présente autorisation d'occupation temporaire du domaine public de l'Établissement.

En tout état de cause, le bénéficiaire s'engage à remettre les espaces mis à disposition dans l'état de propreté dans lequel ils lui ont été remis en entrant dans les lieux (cf. état des lieux d'entrée).

ARTICLE 9 : PÉNALITÉS

Le bénéficiaire pourra se voir appliquer des pénalités financières, conformément aux dispositions de la présente convention, sans mise en demeure préalable et sur simple constatation par l'Établissement de ses défaillances, en cas de :

- Retard dans la mise à disposition, l'installation et la mise en marche de la cabine tels que détaillés à l'article 5 ci-avant ;

- Retard dans les délais d'intervention corrective d'appareils défectueux ou retard dans les délais d'approvisionnement de stocks;
- Remplacement hors délai de l'appareil dont l'intervention corrective a été infructueuse ;
- Fourniture hors délai du bilan d'exploitation complet à l'issue de chaque année civile ;
- Règlement hors délai des sommes dues au titre des redevances (fixe et variable) ;

ARTICLE 10 : ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS

Le bénéficiaire sera seul responsable de tous les dommages, matériels, corporels et incorporels, directs et indirects, causés par lui, ses préposés et par tout tiers intervenant à son initiative et pour son compte dans le cadre de toutes les activités qu'il exerce au sein de l'Établissement au titre de la présente convention.

Il renonce à exercer tout recours contre l'Établissement, en particulier en cas de sinistre sur son matériel (comprenant également le matériel qu'il loue pour exercer ses activités).

Dans le cadre de son assurance, le bénéficiaire s'engage à prendre en charge les conséquences, notamment financières, liées aux dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs et non consécutifs causés à tout bien mobilier ou immobilier et à toute personne dans le cadre de la présente convention.

À la signature de la présente convention et conformément aux dispositions de la lettre de consultation, le bénéficiaire a d'ores et déjà remis obligatoirement à l'Établissement une attestation justifiant qu'il a contracté les assurances nécessaires à l'exercice de ses activités objet de la convention.

De façon générale, pendant toute la durée d'exécution de la présente convention, le bénéficiaire sera tenu de remettre à l'Établissement, dans un délai maximum de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de sa demande, les attestations d'assurance visées ci-dessus émanant d'une compagnie d'assurance notoirement solvable.

Les attestations devront obligatoirement préciser :

- Le nom de la compagnie,
- Les risques couverts,
- La date d'expiration des garanties prévues au contrat,
- Le numéro des polices.

ARTICLE 11 : SÉCURITÉ

Le bénéficiaire s'engage à assurer, dans des conditions conformes aux réglementations en vigueur, la sécurité de ses activités au sein de l'Établissement et s'engage à respecter et à faire respecter par ses personnels les consignes de sécurité qui lui seront communiquées par l'Établissement.

L'Établissement s'engage quant à lui à assurer la sécurité générale de ses espaces, dans les conditions conformes aux réglementations en vigueur, en garantissant notamment un système de gardiennage.

ARTICLE 12 : RESPECT DU RÈGLEMENT - INTERDICTIONS - LIVRAISONS

Le bénéficiaire s'engage à respecter et à faire respecter par ses fournisseurs, prestataires et toutes autres personnes travaillant sous sa responsabilité et/ou son autorité, les directives qui lui seront transmises par l'Établissement pour la préservation de ses collections, à savoir les interdictions de :

- Fumer dans l'ensemble des espaces de l'Établissement,
- Toucher aux collections présentes dans l'enceinte de l'Établissement,

- Pénétrer dans des espaces non autorisés,
- Circuler avec toute boisson et toute nourriture à travers les espaces de présentation des collections vivantes et muséales.

Les livraisons réalisées par le bénéficiaire devront avoir lieu pendant les heures d'ouverture administrative de l'Établissement et sur les heures de fermeture du concessionnaire Petite Lune soit de 8h à 18h le lundi, jour de fermeture au public de l'Établissement, de 8h à 16h en semaine et de 8h à 12h les samedis et dimanches.

Les personnels effectuant les livraisons ou les interventions de maintenance et d'entretien pour le compte du bénéficiaire devront être signalés par le bénéficiaire quarante-huit heures (48h) avant la livraison ou l'intervention au représentant de l'Établissement, ainsi que les plaques d'immatriculation des véhicules.

Les livraisons et les évacuations de déchets par le bénéficiaire devront impérativement être effectuées en respectant le circuit d'évacuation qui sera précisé au bénéficiaire par le représentant de l'Établissement.

ARTICLE 13 : NETTOYAGE

Le nettoyage courant de la cabine, de l'espace et de ses abords, sera à la charge exclusive du bénéficiaire.

ARTICLE 14 : RÉSILIATION

14.1 – Résiliation liée à la survenance d'un cas de force majeure

La présente convention sera suspendue ou résiliée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure par la loi et la jurisprudence française.

Dans le cas où l'exécution des obligations incombant à l'une des parties au titre de la présente convention serait retardée ou empêchée, en tout ou en partie, du fait de la survenance d'un cas de force majeure, la partie défaillante aura l'obligation d'en informer l'autre partie, par tout moyen écrit, dans les plus brefs délais et en tout état de cause dans un délai maximum de dix (10) jours calendaires à compter de la survenance d'un tel événement, en décrivant l'événement invoqué avec précision ainsi que la durée prévue de suspension des effets de la présente convention.

La fin de l'événement sera également communiquée, sous la même forme et dans le même délai, par la partie qui s'en prévaut à l'autre partie.

La partie invoquant la force majeure mettra tout en œuvre pour éviter ou éliminer les « causes » de retard ou suspension et exécuter ses obligations dans les meilleurs délais, sans qu'il en résulte une quelconque charge financière pour l'autre partie.

Toutefois, au-delà d'un délai de trente (30) jours calendaires d'interruption de l'exécution des obligations pour cause de force majeure, chaque partie pourra résilier de plein droit la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée à l'autre partie, avec prise d'effet immédiate de la résiliation.

14.2 – Résiliation liée à une inexécution d'obligations contractuelles

En cas d'inexécution par l'une des parties de l'une des obligations fixées à la présente convention, intervenant en dehors d'un cas de force majeure, l'autre partie se réserve le droit, après mise en demeure adressée à la partie défaillante par courrier avec accusé de réception et restée sans effet dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de sa réception, de considérer la présente convention comme résiliée de plein droit aux torts et griefs de la partie défaillante, sans préjudice de tout recours en dommages et intérêts complémentaires.

Si la résiliation fait suite à une défaillance du bénéficiaire, ce dernier devra s'acquitter de la redevance due à l'Établissement au titre de son exploitation jusqu'à la date de résiliation de la convention, sans préjudice de tout dommages et intérêt complémentaires à payer en faveur de l'Établissement. Le paiement par le bénéficiaire de la redevance et le retrait des appareils et matériels du bénéficiaires des espaces de l'Établissement devront intervenir dans le délai maximal de quinze (15) jours ouvrés suivant la prise d'effet de cette résiliation.

ARTICLE 15 : DROIT APPLICABLE ET COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE

La présente convention est soumise à la loi française.

Toutes les contestations ou litiges susceptibles de naître consécutivement à la conclusion, à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de Paris, à qui les parties attribuent juridiction.

ARTICLE 16 : ANNEXES

Les annexes listées ci-après compléteront les dispositions de la présente convention et feront partie intégrante des présentes :

- Annexe 1 : Offre commerciale du bénéficiaire au titre de son offre
- Annexe 2 : Caractéristiques techniques de l'appareil
- Annexe 3 : État des lieux d'entrée et de sortie établi contradictoirement
- Annexe 4 : Plan de l'espace mis à disposition par l'Établissement
- Annexe 5 : Cahier des charges sécurité de l'Établissement

FAIT À PARIS, EN DEUX EXEMPLAIRES ORIGINAUX, LE

Pour le bénéficiaire,

Le/La représentant(e) légal(e)

Pour l'Établissement,

La Directrice générale
Madame Constance RIVIÈRE

Par délégation, la Secrétaire générale
Madame Célia Yakoubou

ANNEXES

Annexe 1 : Offre commerciale du bénéficiaire au titre de son offre

Annexe 2 : Caractéristiques techniques de l'appareil

Annexe 3 : État des lieux d'entrée et de sortie établi contradictoirement

Annexe 4 : Plan de l'espace mis à disposition par l'Établissement

Annexe 5 : Cahier des charges sécurité de l'Établissement